

Convention entre la Communauté française et la Communauté germanophone

Entre la Communauté française, d'une part, et la Communauté germanophone, d'autre part;

Il est convenu ce qui suit :

Au plan général :

Article 1er

Les services administratifs des Exécutifs de chacune des deux Communautés apportent l'un à l'autre toute l'aide technique et administrative sollicitée.

Des protocoles particuliers, approuvés par les Exécutifs des deux Communautés, peuvent éventuellement préciser les modalités de cette aide pour certaines matières.

Article 2

La documentation de portée générale n'ayant pas fait l'objet d'une publication au *Moniteur belge*, élaborée par les services d'une Communauté, est systématiquement envoyée aux services de l'autre Communauté.

Cette documentation porte notamment sur les critères et procédures de reconnaissance et de subventionnement dans les diverses matières communautaires.

Elle peut être reprise en tout ou en partie sans autorisation préalable.

Article 3

Les fonctionnaires des services de la Communauté germanophone, compétent dans une matière déterminée, sont invités aux réunions techniques organisées par les services de la Communauté française, quand elles concernent les services extérieurs de cette dernière.

Article 4

Dans des cas particuliers, les fonctionnaires spécialisés d'une Communauté peuvent être consultés par les services de l'autre Communauté, au titre d'experts.

Au plan du patrimoine architectural :

Article 5

A titre transitoire, l'Exécutif de la Communauté française veillera à ce que la Communauté germanophone soit représentée à la section française de la Commission royale des Monuments et des Sites.

Celle-ci est invitée à créer un comité des correspondants dans la région de langue allemande sur la base de propositions faites par la Communauté germanophone.

L'administration du Patrimoine artistique de la Communauté française apportera une entière collaboration aux services de l'Exécutif de la Communauté germanophone dans l'élaboration des dossiers et la préparation des arrêtés de classement.

Au plan de affaires culturelles :

Article 6

Outre l'application du § 3 de l'article 55 de la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone du 31 décembre 1983, les deux Communautés favorisent les échanges culturels entre elles et dans le chef des groupements qu'elles agréent.

Chaque Communauté accueille les initiatives de l'autre dans la région de langue française d'une part, dans la région de langue allemande, d'autre part.

Pour l'application du quatrième alinéa du § 3 de l'article 55 de la loi du 31 décembre 1983 précitée, les Exécutifs des deux Communautés se consultent, sur la base de propositions faites par la commission de coopération, quant aux montants des crédits à prévoir dans les projets de budgets.

Information de l'état des échanges entre les deux Communautés est donnée à la commission de coopération.

Article 7

Les organismes agréés dans le cadre des « Tournées Art et Vie » et des « Tournées Art et Lettres » par une Communauté, sont automatiquement agréés par l'autre.

Nonobstant les compétences attribuées à la commission de coopération créée à l'article 55, § 3, de la loi du 31 décembre 1983, les subventions et autres prêts éventuels sont supportés par l'une ou l'autre Communauté en fonction du lieu de déroulement de la manifestation et de ses propres critères.

Article 8

Les deux Communautés favorisent les échanges entre les bibliothèques.

Les programmes et la documentation utiles relatifs à la formation des bibliothécaires, élaborés par une Communauté, sont communiqués à l'autre.

Article 9

Les deux Communautés favoriseront les échanges de jeunes francophones et de jeunes germanophones, ainsi que les contacts et l'établissement de courant d'information entre les deux conseils de la jeunesse.

Article 10

A la demande de la Communauté germanophone, la Communauté française favorisera la réalisation d'accords éventuels avec la médiathèque qu'elle subventionne.

Article 11

La Communauté française veillera à ce que les règles de reconnaissance ou d'agrément qu'elle édicte à l'égard des associations, institutions et organisations de jeunesse, d'éducation permanente et de développement culturel, agissant au niveau communautaire, n'excluent pas la possibilité de l'affiliation de groupements et organismes locaux de la Communauté germanophone.

Cette dernière veillera à prendre les règles complémentaires dans le domaine de l'octroi de ses subventions pour tenir compte des dispositions précédentes.

Article 12

Les centres d'accueil, de formation et de stages d'une Communauté sont accessibles aux francophones, et aux germanophones, selon le cas, dans les conditions qu'elle fixe pour elle-même.

Le principe de la prise en charge proportionnelle des frais occasionnés est appliqué; néanmoins, l'autre Communauté bénéficie des conditions les plus favorables qui sont appliquées systématiquement par la Communauté propriétaire, toutes conditions étant égales par ailleurs.

Article 13

L'Exécutif de la Communauté française favorisera la collaboration de l'Office de Promotion du Tourisme avec la Communauté germanophone, lequel pourra accomplir un certain nombre de missions pour le compte et à la demande de la Communauté germanophone.

Ces missions concernent notamment : les bureaux de tourisme à l'étranger, la publication de brochures et de prospectus, l'étude des marchés étrangers, la vente d'offres touristiques en collaboration avec le secteur privé, la mise en place d'une centrale de réservation, le fichier des informations touristiques.

Ces missions sont couvertes financièrement soit sur production de factures établies au prix coûtant, soit forfaitairement selon des critères à définir entre l'Exécutif de la Communauté germanophone et l'Office de Promotion du Tourisme de la Communauté française avec l'accord de l'Exécutif de la Communauté française. Les modalités de la collaboration de la Communauté germanophone et de l'Office de Promotion du Tourisme de la Communauté française font l'objet d'une convention particulière.

Article 14

Les Communautés favoriseront les contacts entre services spécialisés dans le cadre de la province de Liège, notamment au travers des règles de subventions et de la participation de responsables des deux Communautés dans des groupes de travail, des institutions ou des associations s'occupant en tout ou en partie de questions touristiques. Le principe de la répartition proportionnelle des charges est appliqué.

Au plan du sport et du plein air :

Article 15

Les fonctionnaires spécialisés des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone participeront aux initiatives de l'A.D.E.P.S. tant au niveau de la Communauté française qu'au niveau de la province de Liège, à l'instar des inspecteurs de cette administration.

Article 16

Un fonctionnaire spécialisé appartenant à l'Exécutif de la Communauté germanophone sera désigné par ce dernier pour faire partie du groupe des fonctionnaires de l'A.D.E.P.S. au sein du Conseil de l'Ecole des Moniteurs. Les programmes de formation aux différents degrés dans les disciplines sportives seront identiques dans les deux Communautés, les cours se donnant respectivement en français et en allemand.

La Communauté germanophone, après consultation préalable, pour éviter les doubles emplois, prendra les initiatives nécessaires en ce qui concerne les disciplines sportives qui lui sont plus spécifiques.

Les diplômes et brevets sont reconnus par les deux Communautés, qu'ils soient de langue française ou de langue allemande.

Article 17

Le matériel sportif consacré au prêt de chacune des deux Communautés peut être emprunté, quelle que soit l'origine de la demande. Elles se consultent afin d'éviter notamment de doubler les achats de matériel onéreux ou d'emploi limité.

Article 18

La Communauté française veillera à ce que les règles de reconnaissance qu'elle édicte à l'égard des associations sportives, agissant au niveau communautaire, n'excluent pas la possibilité d'affiliation de groupements locaux de la Communauté germanophone. Cette dernière veillera à ce que les règles de reconnaissance qu'elle édicte n'empêchent pas les groupements sportifs locaux de s'affilier à des associations reconnues par la Communauté française.

Article 19

Les centres sportifs, de plein air, de formation et de stages d'une Communauté sont accessibles aux francophones et aux germanophones, selon le cas, dans les conditions qu'elle fixe pour elle-même.

Le principe de la prise en charge proportionnelle des frais occasionnés est appliqué; néanmoins, l'autre Communauté bénéficie des conditions les plus favorables qui sont appliquées systématiquement par la Communauté propriétaire, toutes conditions étant égales par ailleurs.

Article 20

Le centre sera placé en régime de copropriété des deux Communautés pour moitié chacune.

Article 21

Les frais de gros entretien, en vertu de l'article 1728 du Code civil habituellement à la charge des propriétaires, sont supportés par les deux Communautés, chacune pour moitié.

Article 22

Les frais de gestion et d'entretien courant, en vertu de l'article 1754 du Code civil habituellement à la charge du locataire, sont supportés par chacune des Communautés au prorata des temps d'utilisation et de la nature des installations utilisées.

L'Association de gestion du Centre des sports, de la culture, des loisirs et du tourisme « Worriken » sert de truchement; elle détermine les coûts unitaires d'utilisation, lesquels sont facturés aux utilisateurs, soit directement, soit indirectement à l'autorité subsidiaire, en tout ou en partie.

Les déficits éventuels sont répartis entre les deux Communautés au prorata de l'utilisation, soit de ses propres services, soit des groupements et personnes reconnus et autorisés par les Communautés, chacune pour ce qui la concerne.

Les membres du personnel de direction et pédagogique sont désignés par les deux Communautés en nombre égal, qu'ils soient spécialisés dans les matières culturelles, sportives ou touristiques, sur avis ou proposition de l'association sans but lucratif dont question à l'article 23.

Dans ce cas, les salaires bruts sont portés dans la comptabilité du Centre, au crédit des Communautés concernées.

Article 23

La gestion du centre est assurée par une association sans but lucratif, composée d'un nombre égal de membres délibérants désignés par l'Exécutif de la Communauté française et par l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Les statuts de l'Association de gestion du Centre des sports, de la culture, des loisirs et du tourisme « Worriken » devront être modifiés dans ce sens.

A titre transitoire, les membres actuels sont confirmés dans leur fonction.

Au plan de la formation agricole :

Article 24

L'inspection de la formation agricole des services de l'Exécutif de la Communauté française apporte aux services de la Communauté germanophone toute l'aide nécessaire dans l'examen des dossiers relatifs aux cours de formation agricole, aux associations d'amateurs horticoles ou de petit élevage, ainsi qu'aux demandes d'indemnité de promotion sociale au profit des agriculteurs.

A titre transitoire, jusqu'à décision contraire de l'Exécutif de la Communauté germanophone, les dossiers dont question au premier alinéa sont traités par l'inspection de la formation agricole et présentés directement avec leurs conclusions au fonctionnaire dirigeant les Services de la Communauté germanophone; ces services en assureront la traduction.

Article 25

Les agriculteurs des deux Communautés sont, à leur demande, admis à suivre indifféremment les activités de formation organisées à charge de l'une ou l'autre Communauté.

Au plan de la formation professionnelle des classes moyennes :

Article 26

L'Institut francophone de formation permanente des classes moyennes sera invité à poursuivre et à promouvoir une collaboration étroite avec la Communauté germanophone, et plus particulièrement entre son service régional et le centre de formation germanophone.

Article 27

Par suite du nombre présumé trop restreint de participants de langue allemande à un cours spécifique, les élèves de la région de langue allemande pourront, à leur demande, être admis à un semblable cours dans un centre francophone. Un répétiteur de langue allemande pourra être désigné aux frais de la Communauté germanophone. La réciproque serait appliquée au profit d'élèves des communes de la région de langue française limitrophes de la région de langue allemande.

Au plan des prêts et allocations d'études :

Article 28

Le service des prêts et allocations d'études des services de la Communauté française apporte toute l'aide technique souhaitée aux services de la Communauté germanophone tant que ceux-ci continuent à appliquer les règles générales comme cela fut le cas depuis l'entrée en vigueur de la loi du 19 juillet 1971. Pour l'avenir et sans préjuger des solutions à apporter, les Exécutifs des Communautés se consulteront au sujet des projets de réforme des systèmes en vigueur, afin de déterminer la nature de la collaboration que ces projets impliqueront.

Chacun des Exécutifs veillera à accueillir, si l'autre en fait la demande, un observateur aux réunions du Conseil supérieur des prêts et allocations d'études fonctionnant dans sa Communauté.

Au plan de l'éducation familiale :

Article 29

Les services de l'Exécutif de la Communauté française apportent leur aide dans l'organisation de cours par et à la demande de la Communauté germanophone.

A conditions égales, les diplômes délivrés à l'issue des cours de formation agréés par une Communauté sont reconnus par l'autre.

Au plan des œuvres médico-sociales :

Article 30

Les fonctionnaires compétents des services de l'Exécutif de la Communauté française apportent aux services de la Communauté germanophone l'aide nécessaire à l'élaboration des conventions avec les œuvres en vue de l'octroi de subventions.

Au plan des Centres de santé :

Article 31

A la demande des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone, l'inspection médicale compétente des services de l'Exécutif de la Communauté française apporte toute collaboration en vue de l'agrégation des centres de santé.

Article 32

En cas de besoin, et moyennant accord particulier, les structures d'accueil créées ou agréées par une Communauté peuvent être utilisées par les écoles et groupements de l'autre Communauté.

Dans ces cas, les Communautés participent aux frais, soit sur présentation de factures, soit forfaitairement sur base des prix de revient.

Article 33

L'Exécutif de la Communauté française prendra les mesures nécessaires afin qu'un délégué des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone puisse participer en tant qu'observateur aux réunions du conseil communautaire consultatif de la médecine préventive ainsi qu'à celles des commissions sectorielles.

Au plan médico-scolaire :

Article 34

Les services de l'Exécutif de la Communauté germanophone seront invités à participer aux groupes d'études ainsi qu'aux réunions d'inspection des services médico-scolaires.

Au plan des soins :

Article 35

A la demande des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone, les fonctionnaires spécialisés des services de l'Exécutif de la Communauté française apportent leur aide dans les inspections préalables aux autorisations de mise en service et d'exploitation, à l'agrégation ou à la fermeture des hôpitaux relevant des services hospitaliers de la Communauté germanophone.

Article 36

A la demande des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone, les fonctionnaires spécialisés des services de l'Exécutif de la Communauté française apportent leur aide dans la mise au point des avis relatifs aux constructions hospitalières ou médico-sociales et aux achats du matériel médical lourd.

Des protocoles particuliers fixant les modalités de cette collaboration et le mode de rémunération peuvent être adoptés par les Exécutifs.

Article 37

Le service de la Santé mentale de la Communauté française favorisera les contacts entre les institutions de la Communauté germanophone et les institutions de la Communauté française au niveau de la prise en charge psychiatrique hospitalière ou extra-hospitalière, de la prévention, des collocations en respectant le plus possible la sectorisation géographique, des placements d'enfants ou d'adultes handicapés.

Article 38

Les inspecteurs des services de Santé mentale de la Communauté française participeront à l'inspection médicale relative à l'agrément et au fonctionnement des institutions pour handicapés.

En outre, à la demande des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone, ils donneront des avis en matière de programmation d'achat, d'aménagement ou de construction.

Article 39

Le service de la Santé mentale de la Communauté française apportera toute l'aide sollicitée pour assurer le bon fonctionnement des services extra-hospitaliers de santé mentale tant sur le plan de l'inspection médicale que sur celui de la gestion administrative ou comptable.

Au plan de l'hygiène publique :

Article 40

Le service de l'hygiène et de la Communauté française apportera toute l'aide sollicitée dans le cadre de ses missions concernant notamment la prophylaxie des maladies transmissibles, les vaccinations, les désinfections, les statistiques épidémiologiques et la surveillance sanitaire des campings.

Dans le domaine de la prophylaxie, la déclaration légalement obligatoire des maladies transmissibles pourra être faite à un médecin inspecteur d'hygiène appartenant au service de la Communauté française.

Toutefois, étant donné que le rôle de l'inspecteur d'hygiène en cette matière comporte une composante de « police sanitaire », une habilitation en bonne et due forme sera éventuellement conférée par l'Exécutif de la Communauté germanophone.

Au plan de contrôle médico-sportif :

Article 41

Le service assurant le contrôle médico-sportif pour la Communauté française apportera toute l'aide sollicitée tant pour le traitement des dossiers médicaux individuels que pour la surveillance générale de la réglementation sanitaire du sport.

Au plan de l'aide sociale :

Article 42

A la demande des services de l'Exécutif de la Communauté germanophone, les fonctionnaires spécialisés de l'Exécutif de la Communauté française apportent leur aide à l'exercice des missions de tutelle prévue par la législation relative à l'aide sociale et ainsi qu'à l'inspection dans le cadre du Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés, du Fonds spécial d'assistance et des maisons de repos pour personnes âgées.

Article 43

La Communauté germanophone veillera à maintenir en application dans la mesure du possible pendant une année au moins les législations et réglementations en matière d'aide sociale.

Si des modifications devaient être apportées à ces législations ou réglementations dans l'avenir, une concertation serait organisée entre les deux Communautés.

Au plan de l'aide aux familles :

Article 44

Les organismes agréés par l'une ou l'autre Communauté qui assurent un service d'aides familiales ou d'aides-seniors sont invités à envoyer leurs décomptes de frais à la Communauté où a lieu le service, ces frais étant établis en fonction des règles spécifiques de cette Communauté.

Les services spécialisés des deux Communautés se communiquent la liste des organismes agréés par chacune d'elles.

Article 45

Les Communautés favoriseront la coopération entre les centres de consultation prématrimoniale et familiale et des centres de services agréés afin que les francophones et les germanophones puissent indistinctement les fréquenter.

Article 46

Le Commissariat aux relations internationales enverra aux postes diplomatiques les informations souhaitées par la Communauté germanophone, il lui adressera toute demande la concernant, soit directement, soit indirectement.

Article 47

Les services de l'Exécutif de la Communauté germanophone seront invités à participer à la préparation des réunions des commissions mixtes des accords culturels.

Dans la mesure des possibilités, en fonction de l'intérêt particulier marqué par la Communauté germanophone, celle-ci sera intégrée dans la délégation belge ou dans celle de la Communauté française, selon les cas.

En tout état de cause, dans le cadre des échanges culturels, la délégation de la Communauté française tiendra compte de la Communauté germanophone quant au choix des lieux de manifestations culturelles.

Article 48

Les Communautés s'informent mutuellement cas par cas de la préparation d'accords nouveaux à leur propre initiative. S'il y a une marque d'intérêt de sa part, la Communauté informée sera associée à la préparation de l'accord concerné.

Au plan du suivi et du contrôle de l'application de la convention :

Article 49

La commission de coopération créée à l'article 55, § 3, de la loi du 31 décembre 1983 est composée de huit fonctionnaires généraux ou supérieurs, désignés à raison de quatre pour chacun des Exécutifs.

Outre les compétences qui lui sont attribuées par l'article 55 précité, elle veille à l'application de la présente convention et des résolutions de la réunion des Présidents des Exécutifs.

Elle se réunit au moins deux fois par an alternativement dans la région de langue allemande ou dans les régions de langue française ou bilingue de Bruxelles-Capitale. La commission établit son règlement d'ordre intérieur; ce dernier est soumis à l'approbation de la réunion des Présidents des Exécutifs.

Article 50

Les Présidents des Exécutifs des Communautés française et germanophone se réunissent une fois par an au moins. Ils approuvent le rapport du comité des fonctionnaires et déterminent le programme de collaboration de l'année suivante.

Assiste à la réunion et en tient le secrétariat, chacun des fonctionnaires du comité dont question à l'article 49, le plus élevé en grade de chacune des Communautés.

Les Exécutifs de chacune des Communautés approuvent les résolutions des Présidents.

Article 51

Chaque année, les Présidents des Exécutifs font à leur Conseil de Communauté respectif rapport de l'état de la collaboration entre les Communautés française et germanophone.

Eupen, le 21 juin 1984.

Bruno Fagnoul,
Vorsitzender der Exekutive der Deutschsprachigen Gemeinschaft,
Gemeinschaftsminister für Finanzen, Ausbildung, kulturelle Animation
und Aussenbeziehungen.

Josef Maraite,
Gemeinschaftsminister für Volksgesundheit und Familie, Sport und Tourismus.

Marcel Lejoly,
Gemeinschaftsminister für Jugend, Ständige Weiterbildung, Kulturerbgut und Medien.

Philippe Moureaux,
Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,
chargé des Affaires culturelles et des Relations extérieures.

Philippe Monfils,
Ministre des Affaires sociales.

Robert Urbain,
Ministre de la Santé et de l'Enseignement.

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

F. 85 — 1130

29 APRIL 1985

Decreet houdende goedkeuring van de overeenkomst van 21 juni 1984
tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

Enig artikel. De overeenkomst van 21 juni 1984 tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap zal haar volle uitwerking hebben.

Kondigen dit decreet af,
bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 29 april 1985.

De Minister-Voorzitter, belast met Culturele Zaken
en Buitenlandse Betrekkingen,
Ph. MOUREAUX

De Minister van Sociale Zaken,
Ph. MONFILS

De Minister van Gezondheid en van Onderwijs,
R. URBAIN

Zitting 1984-1985.

Bescheiden van de Raad. — Nr. 174, nr. 1. — Ontwerp van decreet.

Integraal verslag. — Mondeling verslag. — Bespreking en aanneming.

Vergadering van 18 april 1985.

Overeenkomst tussen de Franse Gemeenschap en de Duitstalige Gemeenschap

Tussen de Franse Gemeenschap, enerzijds, en de Duitstalige Gemeenschap, anderzijds, is het volgende overeengekomen :

Op het algemene vlak :

Artikel 1

De administratieve diensten van de Executieven van elk van beide gemeenschappen brengen onderling alle gevraagde technische en administratieve bijstand.

Eventueel kunnen bijzondere voorschriften, die door de Executieven van beide Gemeenschappen worden goedgekeurd, de modaliteiten van deze bijstand voor sommige materies nader bepalen.

Artikel 2

De documentatie met een algemene draagwijdte die niet in het *Belgisch Staatsblad* werd bekendgemaakt, en die samengesteld werd door de diensten van een Gemeenschap, wordt systematisch naar de diensten van de andere Gemeenschap gestuurd.

Deze documentatie slaat onder meer op de criteria en procedures van erkenning en van subsidiëring in de diverse gemeenschappelijke materies.

Zij mag geheel of gedeeltelijk worden overgenomen zonder voorafgaande toestemming.

Artikel 3

De ambtenaren van de diensten van de Duitstalige Gemeenschap die bevoegd zijn in een bepaalde materie worden uitgenodigd op de technische vergaderingen die worden georganiseerd door de Diensten van de Franse Gemeenschap wanneer zij de buitendiensten van deze laatste betreffen.

Artikel 4

In bijzondere gevallen mogen de gespecialiseerde ambtenaren van een Gemeenschap om advies gevraagd worden door de diensten van de andere Gemeenschap in de hoedanigheid van deskundigen.

Op vlak van het Architectuurpatrimonium.

Artikel 5

Bij wijze van overgangsmaatregel zal er de Franse Gemeenschapsexecutieve voor zorgen dat de Duitstalige Gemeenschap vertegenwoordigd wordt bij de Franse sectie van de Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen.

Deze wordt verzocht een comité van correspondenten op te richten in het Duitse taalgebied op grond van de door de Duitstalige Gemeenschap gedane voorstellen. Het bestuur van het Kunstpatrimonium van de Franse Gemeenschap zal een volledige medewerking verlenen aan de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap.

Bij het opstellen van de dossiers en de voorbereiding van de rangschikkingsbesluiten.

Op het vlak van de culturele zaken :

Artikel 6

Naast de toepassing van § 3 van artikel 55 van de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, bevorderen beide Gemeenschappen de wederzijdse culturele uitwisselingen via de groeperingen die zij erkennen.

Elke Gemeenschap ontvangt de initiatieven van de andere in het Franse taalgebied enerzijds, in het Duitse taalgebied anderzijds.

Voor de toepassing van het vierde lid van § 3 van artikel 55 van de bovengenoemde wet van 31 december 1983, beraadslagen beide Gemeenschappen met elkaar, op grond van de door de commissie voor samenwerking gedane voorstellen, over de bedragen van de kredieten die in de begrotingsontwerpen vast te leggen zijn.

Een informatie over de staat van de uitwisselingen tussen beide Gemeenschappen wordt aan de commissie voor samenwerking gegeven.

Artikel 7

De door een Gemeenschap in het raam van de « Tournées Art et Vie » en van de « Tournées Art et Lettres » erkende instellingen, worden automatisch door de andere erkend.

Niettegenstaande de bevoegdheden toegekend aan de commissie voor samenwerking opgericht bij artikel 55, § 3, van de wet van 31 december 1983, worden de toelagen en andere eventuele leningen door de ene of de andere Gemeenschap gedragen op grond van de plaats waar de manifestatie zich afspeelt en op grond van haar eigen criteria.

Artikel 8

De beide Gemeenschappen bevorderen de uitwisselingen tussen de bibliotheken.

De nuttige programma's en documentatie betreffende de vorming van bibliothecarissen, die door een Gemeenschap samengesteld worden, worden aan de andere medegegeeld.

Artikel 9

Beide Gemeenschappen zullen de uitwisselingen van jeugdige Franstaligen en jeugdige Duitstaligen bevorderen, evenals de contacten en de instelling van een informatiestroom tussen de beide jeugdleden.

Artikel 10

Op verzoek van de Duitstalige Gemeenschap, zal de Franse Gemeenschap de verwezenlijking van eventuele akkoorden met de media-theek die zij subsidieert, bevorderen.

Artikel 11

De Franse Gemeenschap zal ervoor zorgen dat de erkenning of goedkeuringsregels die zij afkondigt ten opzichte van verenigingen, instellingen en organisaties voor de jeugd, de permanente vorming en de culturele ontwikkeling, die op gemeenschappelijk niveau werkzaam zijn, de mogelijkheid niet uitsluiten van de toetreding van lokale groeperingen en instellingen van de Duitstalige Gemeenschap.

Deze laatste zal ervoor zorgen de aanvullende regelen te nemen op het gebied van de toekenning van haar subsidies, ten einde rekening te houden met de voorafgaande bepalingen.

Artikel 12

De onthaal-, vormings- en stagecentra van een Gemeenschap zijn toegankelijk voor respectievelijk de Franstaligen en Duitstaligen, volgens de voorwaarden die zij voor zichzelf vaststelt.

De stelregel van de evenredige verdeling van de teweeggebrachte onkosten wordt toegepast, niettemin geniet de andere Gemeenschap van de gunstigste voorwaarden die systematisch door de Gemeenschap-bezitster worden toegepast, waarbij alle andere voorwaarden gelijk zijn.

Artikel 13

De Franse Gemeenschapsexecutieve zal de medewerking bevorderen van de Dienst voor Bevordering van Toerisme met de Duitstalige Gemeenschap, die een zeker aantal opdrachten zal mogen uitvoeren voor rekening en op aanvraag van de Duitstalige Gemeenschap.

Deze opdrachten hebben onder meer betrekking op : de kantoren voor toerisme in het buitenland, het publiceren van brochures en folders, de studie van de buitenlandse markten, de verkoop van toeristische offertes in samenwerking met de privésector, de oprichting van een plaatsbesprekingscentrale, de kaartregister van de toeristische informatie.

Deze opdrachten worden financieel gedekt hetzij door het tonen van tegen de kostprijs, opgemaakte facturen, hetzij forfaitair volgens de door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap en de Dienst voor Bevordering van Toerisme van de Franse Gemeenschap met het akkoord van de Franse Gemeenschapsexecutieve, te bepalen criteria. De modaliteiten voor de medewerking van de Duitstalige Gemeenschap en de Dienst voor bevordering van Toerisme van de Franse Gemeenschap maken het voorwerp uit van een afzonderlijke overeenkomst.

Artikel 14

De Gemeenschappen zullen de contacten bevorderen tussen de gespecialiseerde diensten in het kader van de provincie Luik, inzonderheid door de subsidiëringsregels en door de deelneming van de verantwoordelijken van de beide Gemeenschappen aan de werkgroepen, de instellingen of de verenigingen die zich geheel of gedeeltelijk bezighouden met toeristische kwesties. Het principe van de evenredige verdeling van de lasten wordt toegepast.

Op het vlak van sport en open lucht.

Artikel 15

De gespecialiseerde ambtenaren van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zullen deelnemen aan de initiatieven van de A.D.E.P.S. zowel op het niveau van de Franse Gemeenschap als op het niveau van de provincie Luik, net als de inspecteurs van deze administratie.

Artikel 16

Een gespecialiseerde ambtenaar die behoort tot de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zal door deze laatste worden aangewezen om deel uit te maken van de ambtenarengroep van de A.D.E.P.S. binnen de Raad van de School voor Instructeurs. De programma's voor de vorming in de verscheidene graden in de sportdisciplines zullen identiek zijn in de beide Gemeenschappen; de cursussen zullen respectievelijk in het Frans en in het Duits worden gegeven.

De Duitstalige Gemeenschap zal, na voorafgaand advies, om overbodige herhalingen te vermijden, de nodige initiatieven nemen voor de sportdisciplines die haar meer specifiek zijn.

De diploma's en de brevetten worden door beide Gemeenschappen erkend, ongeacht of zij in de Franse taal of de Duitse taal zijn.

Artikel 17

Het sportmateriaal van elke Gemeenschap dat wordt bestemd voor lening mag worden ontleend, wat ook de oorsprong van de aanvraag mag wezen.

Zij plegen met elkaar overleg ten einde onder meer te vermijden dat kostbaar materiaal of materiaal met een beperkt gebruik tweemaal aangekocht zou worden.

Artikel 18

De Franse Gemeenschap zal ervoor zorgen dat de erkenningsregels die zij afkondigt ten opzichte van sportverenigingen, en die van kracht zijn op de gemeenschappelijk niveau, de mogelijkheid niet uitsluiten van de toetreding van lokale groeperingen van de Duitstalige Gemeenschap. Deze laatste zal ervoor zorgen dat erkenningsregels die zij afkondigt, de lokale sportgroeperingen niet belten om toe te treden tot verenigingen die door de Franse Gemeenschap erkend zijn.

Artikel 19

De sportcentra, de centra in open lucht, de vormings- en stagecentra van een Gemeenschap zijn toegankelijk respectievelijk voor de Franstaligen en voor de Duitstaligen, onder de voorwaarden die zij voor zichzelf vaststelt.

De stelregel van de evenredige verdeling van de teweegebrachte onkosten wordt toegepast; niettemin geniet de andere Gemeenschap van de gunstigste voorwaarden die systematisch door de Gemeenschap-bezitster worden toegepast, waarbij elke andere voorwaarden gelijk zijn.

Artikel 20

Het centrum zal geplaatst worden onder het stelsel van medeëigendom van beide Gemeenschappen, dat aan elke gemeenschap de helft toekent.

Artikel 21

De kosten van het grof onderhoud, die krachtens artikel 1728 van het Burgerlijk Wetboek, gewoonlijk ten laste van de eigenaars zijn, worden, elk voor de helft, door de beide Gemeenschappen gedragen.

Artikel 22

De beheerskosten en de kosten voor het gewoon onderhoud, die, krachtens artikel 1754 van het Burgerlijk Wetboek gewoonlijk ten laste van de huurder zijn, worden door elk van de Gemeenschappen gedragen naar evenredigheid van de gebruikstijd en van de aard van de gebruikte installaties.

De Vereniging voor het beheer van het Sport-, Cultuur-, Vrijtijdsbestedings- en Toerismecentrum « Worriken » dient als bemiddelaarster; zij bepaalt de eenheidskosten voor het gebruik; deze worden aan de gebruikers geheel of gedeeltelijk gefactureerd, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks aan de subsidiërende overheid.

De eventuele tekorten worden tussen de beide Gemeenschappen verdeeld naar evenredigheid van het gebruik, hetzij van haar eigen diensten, hetzij van groeperingen en personen erkend en gemachtigd door de Gemeenschappen, elk voor wat haar aanbelangt.

De leden van het directie- en pedagogisch personeel worden in gelijk aantal door de beide Gemeenschappen aangewezen, ongeacht of zij gespecialiseerd zijn in culturele, sportieve of toeristische aangelegenheden, op het advies of de voordracht van de vereniging zonder winstbejag waarvan sprake in artikel 23.

In dit geval worden de brutolonen naar de comptabiliteit van het Centrum overgedragen, op het krediet van de betrokken Gemeenschappen.

Artikel 23

Het beheer van het centrum wordt door een vereniging zonder winstbejag waargenomen, die samengesteld is uit een gelijk aantal leden met beslissingsrecht die door de Franse Gemeenschapsexecutieve en door de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap worden aangewezen.

De statuten van de Vereniging voor het beheer van het Sport-, Cultuur- Vrijtijdsbesteding- en Toerismecentrum « Worriken » zullen in die zin gewijzigd moeten worden.

Als overgangsmaatregel zullen de huidige leden en hun functie bevestigd worden.

Op het vlak van de landbouwvorming.

Artikel 24

De inspectie van de landbouwworming van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve verleent aan de diensten van de Duitstalige Gemeenschap alle nodige bijstand in het onderzoek van de dossiers betreffende de cursussen van landbouwworming, de verenigingen van tuinbouwvrienden of van liefhebbers van kleine vee, evenals de aanvragen om vergoeding voor sociale promotie ten gunste van de landbouwers.

Als overgangsmaatregel en tot tegenbevel van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap worden de dossiers waarvan sprake in het eerste lid, behandeld door de inspectie van de landbouwworming en rechtstreeks met hun gevolgtrekkingen aan de leidende ambtenaar van de diensten van de Duitstalige Gemeenschap voorgelegd; deze diensten zullen voor de vertaling ervan zorgen.

Artikel 25

De landbouwers van de beide Gemeenschappen hebben, op eigen verzoek, de toelating om onverschillig welke vormingsactiviteiten te volgen die worden georganiseerd ten laste van de een of andere Gemeenschap.

Op het vlak van de beroepsvorming voor de middenstand :

Artikel 26

Het Franstalige Instituut van de permanente vorming voor de middenstand zal worden verzocht een nauwe samenwerking voort te zetten en te bevorderen met de Duitstalige Gemeenschap, en meer in het bijzonder tussen zijn regionale dienst en het Duitstalige vormingscentrum.

Artikel 27

Als gevolg van het vermoedelijk te beperkte aantal Duitstalige deelnemers aan een specifieke cursus, zullen de leerlingen van het Duits taalgebied, op eigen verzoek, de toelating hebben tot een soortgelijke cursus in een Franstalig centrum. Een Duitstalige repetitor zou kunnen aangewezen worden op kosten van de Duitstalige Gemeenschap. Een zelfde werkwijze zou kunnen toegepast worden ten gunste van leerlingen van de gemeenten van het Franse taalgebied die aan het Duitse taalgebied grenzen.

Op het vlak van de studieleningen en -toelagen :

Artikel 28

De dienst van de studieleningen en -toelagen van de Franse Gemeenschap verleent alle gewenste technische bijstand aan de diensten van de Duitstalige Gemeenschap, zolang deze voortgaan met het toepassen van de algemene regels zoals dit het geval was sedert de inwerkingtreding van de wet van 19 juli 1971. Voor wat de toekomst betreft, en zonder te willen vooruitlopen op de aan te brengen oplossingen, zullen de Executieven van de Gemeenschappen met elkaar overleg plegen over de ontwerpen van hervorming van de van kracht zijnde systemen, ten einde de aard te bepalen van de samenwerking die deze ontwerpen zullen impliceren.

Elk van de Executieven zal ervoor zorgen, indien de andere het aanvraagt, een waarnemer te onthalen op de vergaderingen van de Hoge Raad voor studieleningen en -toelagen die in zijn Gemeenschap functioneert.

Op het vlak van de gezinsopvoeding

Artikel 29

De diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve verlenen hun bijstand bij de organisatie van cursussen door en op verzoek van de Duitstalige Gemeenschap.

Bij gelijke voorwaarden, worden de diploma's, afgeleverd na afloop van de vormingscursussen erkend door de ene Gemeenschap, door de andere erkend.

Op het vlak van de medisch-sociale werken :

Artikel 30

De bevoegde ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve verlenen aan de diensten van de Duitstalige Gemeenschap de bijstand die noodzakelijk is voor de opstelling van de overeenkomst die met de werken gesloten worden, met het oog op het toekennen van subsidies.

Op het vlak van de gezondheidscentra :

Artikel 31

Op verzoek van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, verleent de bevoegde medische inspectie van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve haar medewerking met het oog op de erkenning van de gezondheidscentra.

Artikel 32

Zonodig, en op voorwaarde dat er een bijzonder akkoord wordt getroffen, mag de onthaal-infrastructuur opgericht of erkend door een Gemeenschap, worden gebruikt door de scholen en de groeperingen van de andere Gemeenschap.

In deze gevallen delen de Gemeenschappen in de onkosten, hetzij op vertoon van de facturen, hetzij forfaitair op grond van de kostprijs.

Artikel 33

De Franse Gemeenschapsexecutieve zal de nodige maatregelen treffen opdat een afgevaardigde van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zal mogen deelnemen, in de hoedanigheid van waarnemer, aan de vergaderingen van de gemeenschapsraad van advies van de preventieve geneeskunde evenals aan deze van de sectorcommissies.

Op het vlak van de schoolgeneeskunde :

Artikel 34

De diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zullen uitgenodigd worden deel te nemen aan de studiegroepen evenals aan de vergaderingen voor de inspectie van de diensten voor schoolgeneeskunde.

Op het vlak van de verzorging :

Artikel 35

Op verzoek van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, verlenen de gespecialiseerde ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve hun bijstand voor de inspectie die voorafgaat aan de vergunning tot ingebruikstelling en aan de bedrijfsvergunning, aan de erkenning of aan de sluiting van ziekenhuizen die afhankelijk zijn van de ziekenhuisdiensten van de Duitstalige Gemeenschap.

Artikel 36

Op verzoek van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap, verlenen de gespecialiseerde ambtenaren van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve hun bijstand bij de adviezen betreffende de ziekenhuizen of de medisch-sociale gebouwen en het aankopen van zwaar medisch materiaal.

Bijzondere documenten tot vaststelling van de modaliteiten van deze medewerking en van de wijze van bezoldiging kunnen door de Executieven worden aangenomen.

Artikel 37

De dienst van de Geestesgezondheid van de Franse Gemeenschap zal de contacten tussen de instellingen van de Duitstalige Gemeenschap en de instellingen van de Franse Gemeenschap bevorderen op het niveau van de psychiatrische opnemingen en van de opnemingen in of buiten een ziekenhuis, van de preventie, van de collocaties, waarbij zoveel mogelijk de geografische spreiding te eerbiedigen is, van de plaatsingen van gehandicapte kinderen of volwassenen.

Artikel 38

De inspecteurs van de diensten van de Geestesgezondheid van de Franse Gemeenschap zullen deelnemen aan de medische inspectie betreffende de erkenning en de werking van de instellingen voor gehandicapten.

Op verzoek van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zullen zij bovendien advies verstrekken inzake programmatie, aankoop, inrichting of bouw.

Artikel 39

De dienst van de Geestesgezondheid van de Franse Gemeenschap zal alle gevraagde bijstand verlenen om de goede werking te verzekeren van de geestesgezondheidsdiensten buiten de ziekenhuizen zowel op het vlak van de medische inspectie als op dat van het administratief of boekhoudkundig beheer.

Op het vlak van de openbare gezondheidszorg :

Artikel 40

De dienst voor hygiëne van de Franse Gemeenschap zal alle gevraagde bijstand verlenen in het kader van zijn opdrachten betreffende onder meer de profylaxe tegen overdraagbare ziekten, de inenting, de ontsmettingen, de epidemiologische statistieken en het sanitaire toezicht van de campings.

Op het gebied van de profylaxe, zal de wettelijk verplichte aangifte van overdraagbare ziekten mogen gedaan worden aan de geneesheer-inspecteur van de hygiëne die tot de dienst van de Franse Gemeenschap behoort. Daar de rol van de inspecteur van de hygiëne in deze aanleggenheid een component van « sanitaire politie » bevat, zal de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap eventueel een machtiging in de vereiste vorm verlenen.

Op het vlak van de medisch-sportieve controle :

Artikel 41

De dienst die voor de Franse Gemeenschap de medisch-sportieve controle uitoefent, zal alle gevraagde bijstand verlenen zowel voor de behandeling van de individuele medische dossiers als voor het algemeen toezicht op de sanitaire sportreglementering.

Op het vlak van het maatschappelijk welzijn :

Artikel 42

Op verzoek van de diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap verlenen de gespecialiseerde ambtenaren van de Franse Gemeenschapsexecutieve hun bijstand bij de uitoefening van de opdrachten met betrekking tot de voorgedij bepaald door de wetgeving over het maatschappelijk welzijn en evenals bij de inspectie in het kader van het Fonds voor medische, sociale en pedagogische zorg voor gehandicapten, van het speciaal Hulpfonds en van de rusthuizen voor bejaarden.

Artikel 43

De Duitstalige Gemeenschap zal ervoor zorgen, voor zover mogelijk, gedurende minstens één jaar de wetgevingen en reglementeringen inzake maatschappelijk welzijn toepasselijk te houden.

Indien er in de toekomst aan deze wetgevingen of reglementeringen wijzigingen zouden moeten worden aangebracht, dan zou een overleg tussen beide Gemeenschappen worden georganiseerd.

Op het vlak van de hulp aan gezinnen :

Artikel 44

De instellingen die erkend zijn door de ene of andere Gemeenschap en die een dienst voor gezins- of bejaardenhulp verzekeren, worden verzocht hun onkostenrekening te verzenden aan de Gemeenschap waar de dienst plaats heeft, deze onkosten worden opgemaakt op grond van de specifieke regels van deze Gemeenschap.

De gespecialiseerde diensten van de beide Gemeenschappen delen elkaar de lijst mede van de instellingen die door elk van hen zijn erkend.

Artikel 45

De Gemeenschappen zullen de samenwerking tussen de centra voor voorhuwelijks- en gezinsconsultatie en de erkende dienstcentra bevorderen opdat de Franstaligen en de Duitstaligen onverschillig welk centrum zullen kunnen bezoeken.

Artikel 46

Het Commissariaat voor internationale betrekkingen zal naar de diplomatische posten de door de Duitstalige Gemeenschap gewenste inlichtingen verzenden; het zal haar elke aanvraag verzenden die, hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, haar aangaat.

Artikel 47

De diensten van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap zullen uitgenodigd worden aan de voorbereiding van de vergaderingen van de gemengde commissie voor culturele akkoorden deel te nemen.

Voor zover mogelijk, op grond van de bijzondere belangstelling die de Duitstalige Gemeenschap zal betuigen, zal deze laatste, naar omstandigheid, in de Belgische afvaardiging of in deze van de Franse Gemeenschap worden opgenomen.

In elk geval zal, in het kader van de culturele uitwisselingen, de afvaardiging van de Franse Gemeenschap rekening houden met de Duitstalige Gemeenschap voor de keuze van de plaatsen voor de culturele bijeenkomsten.

Artikel 48

De Gemeenschappen stellen, voor elk geval, elkaar op de hoogte van de voorbereiding van nieuwe akkoorden die zij uit eigen initiatief nemen. Indien de op de hoogte gestelde Gemeenschap haar belangstelling betuigt, dan zal zij worden verbonden met de voorbereiding van het betrokken akkoord.

Op het vlak van het volgen van en van het toezicht houden op de toepassing van de overeenkomst :

Artikel 49

De commissie voor samenwerking opgericht bij artikel 55, § 3, van de wet van 31 december 1983 is samengesteld uit acht opper- of hogere ambtenaren, aangewezen op basis van vier voor elk van de Executieven.

Buiten de bevoegdheden die haar bij bovengenoemde artikel 55 zijn toegewezen, zorgt zij voor de toepassing van deze overeenkomst en voor de resoluties van de vergadering van de Voorzitters van de Executieven.

Zij vergadert minstens tweemaal per jaar beurtelings in het Duits taalgebied of in het Franse taalgebied of in het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad. De commissie stelt haar huishoudelijk reglement op; dit laatste wordt ter goedkeuring aan de vergadering van de Voorzitters van de Executieven voorgelegd.

Artikel 50

De Voorzitters van de Executieven van de Franse Gemeenschap en van de Duitstalige Gemeenschap vergaderen minstens éénmaal per jaar. Zij keuren het verslag van het comité van de ambtenaren goed en bepalen het medewerkingsprogramma voor het volgende jaar.

Woont de vergadering bij en neemt er het secretariaat van waar, elk van de ambtenaren van het comité waarvan sprake bij artikel 49, de hoogste in graad van elk van de Gemeenschappen.

De Executieven van elk van de Gemeenschappen keuren de resoluties van de Voorzitter goed.

Artikel 51

Elk jaar brengen de Voorzitters van de Executieven aan hun respectievelijke Gemeenschapsraad verslag uit over de toestand van de medewerking tussen de Franse en Duitstalige Gemeenschappen.

Eupen, 21 juni 1984.

B. Fagnoul,

Voorzitter van de Executieve van de Duitstalige Gemeenschap,
Gemeenschapsminister voor Financiën, Opleiding, Culturele Animatie
en Buitenlandse Betrekkingen.

J. Maraite,

Gemeenschapsminister voor Volksgezondheid, Gezin, Sport en Toerisme.

M. Lejoly,

Gemeenschapsminister voor Jeugd, Permanente Vorming, Cultuurpatrimonium en Media's.

Ph. Moureaux,

Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve,
belast met de Culturele Zaken en de Buitenlandse Betrekkingen.

Ph. Monfils,

Minister van Sociale Zaken.

R. Urbain,

Minister van Gezondheid en van Onderwijs.

F. 85 — 1131

29 AVRIL 1985

Decret instituant un Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. Il est créé à la section particulière du budget de la Communauté française, un Fonds de constructions hospitalières et médico-sociales de la Communauté française, ci-après dénommé « le Fonds », qui assume les missions transférées à la Communauté française par l'article 8 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Il est disposé des ressources du Fonds à l'intervention de l'Exécutif.

(1) Session 1984-1985.

Documents du Conseil. — N° 173, n° 1. Projet de décret. — N° 173, n° 2. — Amendements.

Compte rendu intégral. — Rapport oral. Discussion et adoption. Séance du 18 avril 1985.